

La droite veut faire passer le conflit pour un mouvement de réforme agraire et se déclare prête à rendre tous leurs droits aux paysans. Les paysans sont pris entre les deux protagonistes, entre les deux extrêmes, ce qui détermine inévitablement l'importance, la nature et la destination de l'aide étrangère. Ceux qui appuient Duarte veilleront à ce qu'il reçoive le matériel militaire nécessaire et ceux qui soutiennent les révolutionnaires veilleront à ce que ceux-ci disposent du matériel nécessaire. Les paysans par contre, ne reçoivent pas le matériel dont ils ont besoin.

C'est inévitable. Bien trop souvent, l'aide apportée directement par un gouvernement à un autre n'est pas fructueuse et ce, pour au moins deux raisons. La première, c'est qu'elle n'est pas désintéressée. Ils ont un motif, ils ont une bonne raison de participer au programme d'aide. Ainsi que le premier ministre l'a dit hier, c'est dans notre propre intérêt d'accorder de l'aide. Ce n'est donc plus parce que les gens en ont besoin. C'est parce que nous y perdrons si nous ne l'accordons pas. Ce n'est pas le meilleur des motifs qu'on puisse trouver. Nous avons des intérêts à défendre. La simple vérité est que les donateurs de l'hémisphère nord ne peuvent véritablement pas connaître ni comprendre les besoins de ces populations.

Le chef du NPD a effectué un voyage de deux semaines en Amérique latine. Je l'en félicite, mais il est impossible pour quelqu'un venant du Canada de passer deux semaines là-bas et de compter rencontrer les gens à leur niveau. Une fois que les listes des personnes qu'il veut rencontrer ont été épurées, qu'on a procédé à toutes sortes de vérifications pour s'assurer que seules les personnes qu'il faut le rencontreront, les gens qui ont le plus à se plaindre n'auront pas eu la moindre possibilité de se faire entendre. Ce n'est pas la faute du chef du NPD; cela serait arrivé à n'importe qui. Ceux d'entre nous qui mettent au point les programmes d'aide ne sont pas en mesure de connaître ni de comprendre les besoins réels des gens dans les pays bénéficiaires.

● (2140)

L'autre côté de la médaille est que les bénéficiaires ont leurs propres programmes bureaucratiques à exécuter, si l'opération est effectuée au niveau des gouvernements. Il ne faut pas oublier que chaque pays a sa propre bureaucratie. Si nous examinons d'un peu plus près la bureaucratie du Salvador, nous constaterions que le gouvernement a des intérêts engagés dans les programmes d'aide qu'on lui offre, intérêts qui ne répondent pas nécessairement aux besoins de la population. N'avons-nous pas découvert ce fait au Canada même? Ne croyez-vous pas que la situation qui existe au Salvador existe également au Canada? Tous les pays ont leurs propres jeux bureaucratiques. Par conséquent, pour que l'aide soit efficace, elle doit être accordée de population à population. Comme l'ont signalé d'autres intervenants, cela signifie qu'il faut éviter de négocier directement avec les gouvernements de part et d'autre et confier le travail plutôt à des organismes paragonnementaux, par exemple à des organismes privés, à des sociétés bénévoles et à des organismes de charité du Canada, déjà installés dans le pays bénéficiaire pour aider la population locale. Les représentants de ces organismes sont les mieux placés pour connaître les besoins des pays auxquels l'aide est destinée. Ils sont en contact direct avec les gens qu'ils aident, et non à 2,000 ou 3,000 milles de distance, et ils boivent volontiers la même eau polluée que ces défavorisés.

### *Relations internationales*

Quand les organismes paragonnementaux s'en mêleront, nous serons alors assurés que l'aide ira directement aux personnes qui en ont le plus besoin. Cette aide ne sera pas filtrée par des fonctionnaires qui veulent réaliser leur petit profit. Elle ne passera pas entre les mains d'escrocs, mais elle ira directement des donateurs aux bénéficiaires.

La deuxième raison pour laquelle l'aide accordée au niveau des gouvernements n'est pas efficace est expliquée dans l'étude publiée par Ruth Leger Sivard sous le titre «World Military and Social Expenditures, 1980». Je voudrais vous faire connaître monsieur l'Orateur, certaines statistiques tirées de cette étude. Utilisant le Canada comme point de comparaison, je signale qu'en 1977, année de base dont on s'est servi dans ce rapport, le Canada a consacré 2 p. 100 du produit national brut à des dépenses militaires et 5.5 p. 100, aux soins de santé.

Je voudrais à présent vous citer les chiffres pour le gouvernement du Pérou, un régime de droite. En 1977, donc le gouvernement de ce pays a consacré 3 p. 100 du produit national brut à des dépenses militaires et 1.1 p. 100 à des programmes de soins de santé. A Cuba, en 1977, 6 p. 100 du produit national brut de ce pays étaient consacrés au secteur militaire, tandis que 4.3 p. 100 allaient aux programmes d'hygiène.

Les prochains chiffres que j'aimerais citer s'appliquent à la Tanzanie où l'espérance de vie est de 51 ans. En 1977, la Tanzanie, dont le président est un bon copain de notre premier ministre (M. Trudeau), a consacré 4 p. 100 de son produit national brut aux dépenses militaires et 2 p. 100 aux services de santé.

Si on compare au Canada, ne pensez-vous pas qu'il y a une grave distorsion des priorités dans ces pays auxquels nous devons nous intéresser? Nous devrions tenir compte des différences radicales de priorités qui existent dans les pays auxquels nous accordons de l'aide et à qui nous consentons des prêts. Il serait hypocrite de notre part d'affecter presque trois fois plus de fonds à la santé nationale qu'au matériel militaire sans exiger des pays du tiers monde qu'ils suivent notre exemple. Cela n'a absolument aucun sens. Il faudrait peut-être s'attaquer à ce problème fondamental. Il me semble que nous dispensons ces gouvernements de la responsabilité d'affecter des fonds aux services de santé pour leur permettre d'acheter du matériel militaire. Cela non plus n'a pas de sens. Il faut étudier cette question.

On devrait peut-être prévoir une deuxième recommandation. D'une part nous devrions réduire l'aide versée d'un gouvernement à l'autre et n'intervenir que par le biais d'organismes non gouvernementaux. D'autre part, nous devrions peut-être demander aux Nations Unies de fixer une norme ou une «limite raisonnable» que les pays du tiers monde pourraient adopter. Chaque pays aurait droit à un certain niveau de dépenses militaires. On devrait fixer une limite raisonnable au montant qu'un pays peut affecter aux dépenses militaires. Si un pays dépassait ce maximum, il ne recevrait plus d'aide de notre gouvernement, surtout dans les cas où il négligerait de fournir des services de santé à sa population tandis que ses dépenses militaires augmenteraient.

Nous ne pouvons penser au Salvador, ou à tout autre pays du tiers monde, et à la misère épouvantable dans laquelle ils vivent sans être émus. Nous ne pouvons pas non plus ne plus entendre la voix de la raison. Nous devons aborder cette